

# ETUDES

## SUR FRANÇOIS II RÁKÓCZI, PRINCE DE TRANSYLVANIE, PENDANT SON SÉJOUR EN FRANCE

---

### II. — LE JEU A L'HOTEL DE TRANSYLVANIE

Quel lecteur de cet adorable roman : *Manon-Lescaut* ne se souvient du passage où le jeune chevalier des Grieux, amant de Manon, sans argent, « le cœur troublé et la conscience vacillante », propose au garde du corps Lescaut de demander au jeu les ressources nécessaires...

« Je lui parlai du jeu comme le moyen le plus facile et le plus convenable à ma situation. Il me dit que le jeu, à la vérité, étoit une ressource, mais que cela demandoit d'être expliqué; qu'entreprendre de jouer simplement, avec les espérances communes, c'étoit le vrai moyen d'achever ma perte; que de prétendre exercer seul, et sans être soutenu, les petits moyens qu'un habile homme employe pour corriger la Fortune, étoit un métier trop dangereux; qu'il y avoit une troisième voie, qui étoit celle de l'association; mais que ma jeunesse lui faisoit craindre que messieurs les confédérés ne me jugeassent point encore les qualités propres à la ligue. Il me promit néanmoins ses bons offices auprès d'eux...

« Il me répéta que si je voulois tenter le hazard du jeu, il ne désespéroit point qu'en sacrifiant de bonne grâce une centaine de francs pour traiter ses associés, je ne pusse être admis, à sa recommandation, dans la ligue de l'industrie.

« ...On prétendit qu'il y avoit beaucoup à espérer de moi parce que, ayant quelque chose dans la physionomie qui sentoit l'honnête homme, personne ne se défendrait de mes artifices... L'on chargea un des chevaliers de me donner pendant quelques jours les instructions nécessaires.

« Le principal théâtre de mes exploits devoit être l'Hôtel de Transylvanie, où il y avoit une table de pharaon dans une salle, et divers autres jeux de cartes et de dez dans la galerie. Cette académie se tenoit au profit de M. le prince de R., qui demouroit alors à Clagny, et la plupart de ses officiers étoient de notre société.

« ...Je profitai en peu de temps des leçons de mon maître. J'acquis surtout beaucoup d'habileté à faire une volte-face, à filer la carte, et, m'aidant fort bien d'une longue paire de manchettes, j'escamotais assez légèrement pour tromper les yeux des plus habiles et ruiner sans affectation quantité d'honnêtes joueurs. Cette adresse extraordinaire hâta si fort les progrès de ma fortune que je me trouvai en peu de semaines des sommes considérables, outre celles que je par tageois de bonne foi avec mes associés. »

L'hôtel de Transylvanie... le Prince de R.... On a cru, pendant plus d'un siècle et demi, que ce n'étaient là qu'inventions romanesques nées de l'imagination de l'abbé Prévost, et il a fallu attendre 1905 pour que les découvertes d'un heureux érudit, M. Léo Mouton, apportent les preuves de leur réalité historique : le Prince R... ? Il ne fut autre que François II Rákóczi. L'hôtel de Transylvanie ? Il dresse aujourd'hui encore, à l'angle du quai Malaquais et de la rue Bonaparte, sa façade de briques roses, d'un agréable style Louis XIII... Et les officiers, complices d'une bande de « grecs », ce sont bien ceux, hélas !, français autant que hongrois, qui, venus en France à la suite de Rákóczi, s'installèrent à l'hôtel du Perron, en janvier 1713...

\*  
\*\*

L'hôtel du Perron, à la vérité, n'était pas une demeure particulière, que Rákóczi pût prendre à bail en entier, pour lui seul. C'était un hôtel garni, tenu par les sieurs Michel et Rossignol, et le Prince se contenta d'y louer des appartements pour sa suite. Lui-même n'y résida certainement jamais <sup>1</sup>, — la qualité seule d'« hô-

(1) « Sa maison étoit à Paris uniquement pour son domestique ». Saint-Simon, Mémoires, Hachette, Tome 23, 1713, p. 261. — « Ne demeurant pas à Paris ». Lettre de Pontchartrain à Torcy, 26 avril 1713, cf. infra.

tel garni » suffirait à nous en assurer —, et il ne dut qu'au jeu qu'y tinrent ses gens de lui laisser son nom.

Les tenanciers habitaient l'hôtel : Nicolas Michel était « exempt de la prévosté générale des monnoyes » ; quant à Louis Rossignol, âgé de 22 ans, il faisait métier de garçon tapissier et avait installé son atelier sous une remise dans la cour. Un autre locataire était un certain chevalier Gabriel de Blotefierre, seigneur marquis de Villancour.

La paix ne régnait pas toujours entre les anciens habitants et la suite, un peu encombrante, de Rákóczi. Nous avons retrouvé dans des archives de police le pittoresque procès-verbal<sup>2</sup> d'une bataille héroï-comique entre le tenancier Michel et un nommé Champagne, laquais d'un des officiers de Rákóczi, un matin que Champagne était descendu cueillir pour son maître des bouquets dans le jardin de l'hôtel :

« L'an mil sept cent treize, le vendredy seizième jour de  
« juin sur l'heure de midy, en l'hôtel de nous, Charles Bizoton  
« conseiller du Roy, commissaire au Châtelet de Paris, ont  
« comparu Nicolas Michel Exempt de la Prévôté Générale des  
« Monnoyes, demeurant quay Malaquay à l'hôtel de Transil-  
« vanye (sic), lequel nous a fait plainte et dit qu'heure pré-  
« sente estant dans sa chambre au rez-de-chaussée de la cour,  
« il a entendu le nommé Champagne, laquais du sieur Péan,  
« qui disoit à la femme du plaignant que le jardin estoit à  
« son maistre et qu'il y viendrait ravager et casser tout ce qui  
« estoit dans ledit jardin si c'est que son maistre lui com-  
« manderait. Le plaignant seroit sorty de sa chambre et dit  
« audit Champagne qu'il se trompoit et que son maistre n'avoit  
« rien dans le jardin. Ledit Champagne auroit traité le plai-  
« gnant de foutre gueux, de mareau (sic), de jean foutre.  
« Le plaignant luy a fait response qu'il estoit un insolent de  
« le traiter de la sorte. Ledit Champagne s'est avancé vers  
« le plaignant en luy sautant au collet, l'a frappé de plusieurs  
« coups de poing sur la teste et sur le visage, luy a déchiré le  
« col de sa veste et son justaucorps à la manche. Luy a  
« porté la main au visage dont il l'a blessé en plusieurs en-  
« droits, en jurant le saint nom de Dieu et ce en la présence  
« de son maistre et de sa maîtresse qui estoient à la fenestre

(2) Archives Nationales. Rapports du Commissaire Bizoton. Série Y Carton 13.199.

« de leur chambre, qui au lieu de faire cesser les mauvais  
 « traitements dudit Champagne l'ont excité de le maltraiter  
 « en disant que le plaignant estoit un foutre mareau qu'il  
 « falloît mettre dans un cul de basse fosse et a eu toutes les  
 « peines de s'échapper des violences et mauvais traitements  
 « dudit Champagne à l'ayde du sieur Marquis de Villancour  
 « et du Suisse de M. le prince Ragokski (*sic*) qui sont venus  
 « au secours du plaignant sans quoy ledit Champagne l'auroit  
 « étranglé, et un instant après le nommé Baulieu, laquais  
 « dudit sieur de Péan est venu faire insulte au plaignant le  
 « traitant de gueux et qu'il luy f... sur les oreilles et qu'il sui-  
 « veront les ordres de son maistre, et comme le plaignant  
 « (*ici un mot illisible*) d'avoir la réparation de telles violences  
 « qui selon toute apparence luy sont faites de l'ordre dudit  
 « sieur de Péan, pourquoy il se trouve obligé de nous rendre  
 « la présente plainte de laquelle il nous requiert acte désirant  
 « qu'il en soit informé en la juridiction de M. le procureur du  
 « Roy... »

\*  
\*\*

C'est peu de temps après leur installation qu'en dépit des ordonnances royales, les officiers de Rákóczi ouvrirent dans l'hôtel, de connivence avec les tenanciers, un jeu public de lansquenet. Nous verrons plus loin les nécessités pécuniaires qui furent à l'origine de ce désordre.

Ce jeu, — la description de Des Grieux en témoigne, — devint bientôt un abominable tripot, lieu d'élection des aigrefins et des chevaliers d'industrie. Des Grieux lui-même, pourtant peu farouche, s'en éloigna assez vite :

« La force de l'honneur, autant qu'un reste de ménagement pour la police, me faisant remettre de jour en jour à renouer avec les associés de l'hôtel de Transylvanie, je me réduisis à jouer dans quelques assemblées moins décriées... »

La police !... Tant de joueurs sans méfiance durent se faire « plumer » dans ce mauvais lieu, qu'un beau soir, enfin, elle intervint. Le procès-verbal qui fut dressé après cette « descente » nous a transmis le plus fidèle tableau du célèbre jeu :

Du 7 avril 1713<sup>3</sup>.

« L'an mil sept cent treize le vendredy septième jour d'avril, sur les huit heures du soir, nous Charles Bizoton, Conseiller du Roy, Commissaire enquêteur ext. au Châtelet de Paris, ayant eu advis qu'au préjudice des arrêts, ordonnances, réglemens de police, plusieurs particuliers s'ingéroient de donner à jouer, au Jeu de Lansquenet, deffendus par iceux, et notamment dans une maison garnie appelée l'hostel Duperron, quay Malaquay faisant l'un des coings de la rue des petits augustins, sommes à l'instant transportés, assité d'Edme Moussé sergent à verge, au dit hôtel Dupéron, où nous avons trouvé en devant de la porte cochère, le long dudit quay, vingt carosses arresté soubz la porte et dans la cour dix-huit ou vingt chaises portatives, et plusieurs porteurs et gens de livrée à côté, la porte et l'escalier éclairés de plusieurs lumières, et un suisse en ladite porte. Qu'estant monté en un appartement ayant vue sur le quay nous avons (vu) dans une grande chambre, trois tables, et douze ou quinze joueurs alentour, assis, jouans au Jeu de Lansquenet, la plus part ayant des paniers devant eux, remplis de pièces d'or et argent, et plus de soixante personnes, gens d'épée, allant et venant dans ladite chambre, les uns regardant, les autres pariant, audit Jeu de Lansquenet, à la réjouissance et autres coups dudit Jeu, que l'on nous a dit estre tenu par les sieurs Dapsac et Péan, occupant ledit premier appartement, et recevant de chaque coupeur un escu de ronde, que le jeu d'ordinaire est de deux écus sur la carte, et que c'est les nommés Rossignol et Michel, tenant ledit hôtel garni qui leur ont loué les appartemens, souffrent ledit jeu public, ou en moing d'un quart d'heure nous y avons vu entrer et sortir plus de cinquante personnes gens d'épée et officiers.

Pourquoy nous avons à l'instant déllivré notre ordonnance à Monsieur Moussé, pour faire assigner, à lundy prochain, lesdits Rossignol et Michel, et lesdits srs. Dampsac et Péan, en l'hôtel de Monsieur le lieutenant général de Police, pour répondre su le contenu du présent procès-verbal et ordonné ce qu'il appartiendra et a ledit sieur Moussé signé avec nous commissaire. »

Moussé.

Bizoton.

« Et le lundy dixième jour dudit mois d'avril 1713 dix heures du matin nous estant transporté en l'hôtel par devant Monsieur le lieutenant général de police auquel ayant fait rapport du contenu du présent procès-verbal Monsieur le lieutenant général de police après avoir entendu le nommé Rossignol principal locataire de ladite maison et que les srs Péan, dan-

(3) Arch. Nat. Ibid.

besac et michel, ne sont comparus, il a contre eux donné défense et pour le prescrire a ordonné que le présent procès-verbal sera communiqué à Monsieur le Procureur du Roy, pour sur ses conclusions être ordonné ce qu'il appartiendra, et la présente ordonnance exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sans préjudice d'icelles a Monsieur le Lieutenant Général de police signé

Voyer d'Argenson. »

Le Procureur du Roi ayant requis les poursuites, les délinquants comparurent à nouveau, deux jours plus tard, devant d'Argenson.

« Et le mercredi douzième jour dudit mois d'avril dudit an 1713 dix heures du matin sommes transportés en l'hôtel par-devant Monsieur le Lieutenant Gnal. de Police auquel ayant fait rapport du contenu du présent procès-verbal, et réputé les assignations données en exécution de son ordonnance audits srs. Dabzac, Péan et aux dits Rossignol, Michel, tenant ledit hôtel du Péron.

Monsieur le Lieutenant Général de Police

après avoir entendu le Sr. Péan et Rossignol dans leurs defenses, que lesdits Sr. Danbzac et Rossignol ne sont comparus, Il a contre eux donné deffense, et pour le profit attendu les revenus des fêtes qui ne permet pas de renvoyer la cause et l'ordonnance de police et la notoriété publique du Jeu deffendu dont ledit Péan est demeuré d'accord, Il a condamné lesdits sieurs Danbsac et Péan, sollidairement en trois mil livres d'amanche, et lesdits Michel et Rossignol, principaux locataires de ladite maison en six cens livres d'amanche, deffences a eux de récidiver, ordonne que l'appartement où le jeu public se tient dans ledit hôtel sera fermé. Permet d'informer et emprisonner les contrevenans, enjoint aux officiers du guet de tenir la main à l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée nonobstant oppositions ou appellations quelconques, sans préjudice d'icelles,

a Monsieur le Lieutenant Général de Police signé

Voyer d'Argenson. »

La condamnation était sévère : à la prière de Rákóczi, — par le canal de son ministre-factotum, l'abbé Brenner, — Louis XIV daigna en suspendre l'exécution. Pontchartrain, chancelier de France, chargé de semoncer les coupables, reçut de Péan la promesse que le jeu ne serait pas repris. Mais une semaine ne

s'était pas, passée que le tripot avait rouvert ses portes... Et comme le commissaire Bizoton, alerté, en faisait des remontrances à Péan, il s'entendit répondre d'un air assuré que le Roi avait donné permission; interloqué, il en référa aussitôt à Pontchartrain :

18 avril 1713 <sup>4</sup>

Je dois vous avertir que nonobstant les parolles que le sr. Pean vous avoit données de faire cesser le jeu public de lansquenet pendant les festes qui se tenoit à l'hostel du Peron il a recommencé hier avec un plus grand appareil disant que M. de Pontchartrain avoit dit au Prince Ragotsky qu'il pouvoit faire jouer dans ses appartemens et qu'il vous écrivoit pour le tollerer comme j'ignore si ces faits sont véritables j'ay cru estre obligé de vous en rendre compte pour que vous me fassiez savoir vos ordres.

Mais Péan était un imposteur et Pontchartrain écrivit à l'abbé Brenner une lettre d'avertissement, courtoise mais ferme :

20 avril 1713 <sup>5</sup>.

Le Roi a bien voulu, Monsieur, suspendre l'exécution de la condamnation prononcée par M. d'Argenson contre les sieurs Péan et d'Abzak, quoique français, Sa Majesté ayant sçeu qu'ils sont attachés à M. le Prince de Transylvanie, et que l'hôtel où se tient le jeu dont il s'agit est effectivement occupé par ce prince; mais Sa Majesté est persuadée que, quand il sera mieux instruit de la sévérité avec laquelle les ordonnances sont exécutées, non seulement contre les jeux défendus tels que le Pharaon et la Bassette, mais aussi contre tous les jeux publics en général et ce qu'on appelle à Paris académies, et que Sa Majesté verrait avec peine la continuation de celui qui se tient à l'hôtel du Peron, loin de l'autoriser, il sera le premier à le défendre et à le faire cesser absolument.

Vous n'avez pas oublié, Monsieur, tout ce que vous avez eû agréable de me dire en dernier lieu à cet égard, et j'en ay rendu un fidelle compte à Sa Majesté qui a reçu avec plaisir les parolles précises que vous avez bien voulu me donner. Je ne puis cependant m'empêcher de vous faire part de cette lettre que je reçois du Commissaire Bizoton qui m'assure que

(4) Archives du Ministère des Affaires Etrangères. Fonds Hongrie et Transylvanie. Tome XVII, folio 48.

(5) Aff. Etr. Ibid. Fol. 49.

le jeu a recommencé avec plus d'appareil que jamais ce qui seroit bien contraire à toutes vos promesses. Je n'ay point voulu en parler au Roy qui en auroit été très peiné, jusques à ce que j'aye sçeu de vous mesme si le fait est vray, et supposé qu'il le soit, ce que Mr. le Prince de Transylvanie souhaite que j'aye l'honneur de dire à Sa Majesté à qui je ne pourrois en ce cas me dispenser de rendre compte.

Je suis...

Pontchartrain.

La réponse qui vint, sans tarder, ne fut pas précisément celle qu'attendait le Chancelier : l'abbé Brenner déclarait tout net que le Prince son maître avait permis le jeu à ses officiers, et entendait le soutenir.

23 avril 1713 <sup>6</sup>.

Monsieur,

La résolution du Prince de Ragotski touchant le jeu estant telle que j'ay eu l'honneur de vous dire, j'ay celui de vous assurer de nouveau que ce Prince très éloigné de vouloir déplaire au Roy, a pourtant permis et permet à ses gentilhommes françois et autres le jeu dont il s'agit, dans la confiance qu'il a que sa mat<sup>é</sup>, voudra bien qu'il ay<sup>e</sup> des françois à son service, comme il en a depuis plusieurs années, et qu'il permet aux uns et aux autres les moyens de subsister auquel son état présent l'oblige d'avoir recours par raport à eux, sans vouloir pourtant souffrir aucun scandale ou désordre. Tout ce qui se fait à cet égard est de son consentement c'est par son ordre que j'ay l'honneur de vous escrire ses sentimens et je n'y ajoute des miens que ceux de veneration et de respect.

L'affaire était grave : Pontchartrain en référa aussitôt au Marquis de Torcy, Ministre des Affaires étrangères :

A Versailles, le 26<sup>e</sup> avril 1713 <sup>7</sup>.

J'ay l'honneur, Monsieur, de vous faire part d'une lettre que j'ay escrite à Mr. l'abbé Brenner, et de sa réponse par laquelle vous verrez que malgré les paroles positives de faire [cesser] le jeu de l'Hostel du Peron, Mr. le Prince Ragotsky est dans la résolution de le soutenir, et vous pourrez voir aussy par l'extrait cy joint d'une lettre du commissaire Bizoton que ce jeu continue avec plus d'affluence et de concours que jamais. Le Roy

(6) Aff. Etr. Ibid. Fol. 52.

(7) Aff. Etr. Ibid. Fol. 58.



à qui je n'ay pû me dispenser d'en rendre compte, en a paru très peiné et souhaite que vous ayiez agréable de prendre sur cela ses ordres. Il paroît d'autant plus extraordinaire que Mr. le Prince Ragotsky veuille soutenir ce jeu qu'estant icy inconnu, il n'est point censé avoir de caractère pour l'autoriser, que les françois qu'il a à son service sont toujours également sujets du Roy, et par conséquent obligés de se soumettre aux Loix et ordonnances du Royaume, et qu'enfin il convient peu à un Prince de recourir à un tel expédient pour faire subsister ses Domestiques, surtout luy ne demeurant pas à Paris et ne jouant pas. Je vous supplie de vouloir bien me mander ce que le Roy aura jugé à propos de décider, et d'ordonner à cet égard affin que je puisse en donner avis à Mr. d'Argenson et luy prescrire ce qu'il aura à faire pour s'y conformer. Je suis toujours très parfaitement Monsieur votre tres humble et très obéissant serviteur.

Pontchartrain.

à Mr. le Marquis de Torcy.

Mais huit jours plus tard, Pontchartrain n'avait encore reçu aucune réponse. Comme, pendant ce temps, le jeu continuait avec plus de désordre que jamais, il écrivit derechef à Torcy :

à Versailles le 3<sup>e</sup> May 1713<sup>8</sup>.

Permettez-moi s'il vous plaist Monsieur de vous faire souvenir qu'il est nécessaire que vous me fassiez l'honneur de me communiquer les derniers ordres que vous devés avoir reçeus du Roy au sujet du jeu qui se tient à l'hôtel du Peron sous le nom de Mr. le Prince de Ragotsky, parce qu'il faut que Mr. Dargenson soit instruit par moi de ces ordres pour s'y conformer et que les condamnations qu'il a prononcées demeurent jusques là en suspens, et que le jeu continue avec le même désordre.

Je suis toujours très parfaitement Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

Pontchartrain.

à Mr. le Marquis de Torcy.

Cette seconde lettre n'obtint pas plus de réponse que la première... Le dossier même où nous avons recueilli les lettres reproduites ci-dessus ne contient aucun autre document relatif à cette affaire : le scandale avait été étouffé.

(8) Aff. Etr. Ibid. Fol. 69.

\*  
\*\*

Mieux encore, le Roi dut accorder à Rákóczi une permission tacite : deux documents en donnent la preuve indiscutable<sup>9</sup>.

Le premier est un placet de la main de Brenner, adressé en 1716 par Rákóczi au Régent Philippe d'Orléans, et contenant entre autres prières :

« Demande que la *permission* exclusive de donner à jouer aux dez soit *continué* à ses gentilhommes qui n'ont aucune autre ressource. »<sup>10</sup>.

Le second est une lettre, encore inédite, adressée le 3 juillet 1740, par le Prince Georges Rákóczi, fils de François II, au Cardinal de Fleury :<sup>11</sup>

« Monseigneur,

« Permettez que je vous expose la situation dans laquelle je  
« me trouve par rapport aux anciennes reste hongrois que la  
« mort du Prince mon père et celle de mon frère obligent  
« d'avoir recour à moi comme à leur dernier esperence.  
« J'implore les bontés du roi, je prie votre Eminence de vou-  
« loir bien me les procurer par la juste confiance que Sa Ma-  
« jesté a en vous pour quelle tolère mon projet de *lever un*  
« *jeu dans mon hôtel* étant dans le même cas où *le prince mon*  
« *père obtint cet soulagement du feu Roi*. Mon espérance est en  
« votre justice etc... »

A cette étonnante tolérance de Louis XIV, si sévère d'ordinaire contre les jeux clandestins, il y eut de sérieuses raisons; nous le verrons plus loin.

\*  
\*\*

Jusqu'à quelle date précise continua le jeu ? Les liasses du commissaire Bizoton que nous avons dé-

(9) Cf. aussi Journal de voyage de J. C. Nemeitz, conseiller du Prince de Waldeck, publié par Alfred FRANKLIN : La vie de Paris sous la Régence, Plon 1897. Chapitre 16. « De mon temps, on jouait chez l'ambassadeur de Gènes, et aussi à l'hôtel du Prince Ragotzki, dans le faubourg Saint-Germain. Ces personnages étaient autorisés par la Cour à tenir table pour les jeux de hasard. »

(10) Aff. Etr., Ibid. Fol. 226.

(11) Aff. Etr. Fonds Hongrie et Transylvanie, Tome XVIII. Fol. 442.

pouillées avec soin ne contiennent plus, après 1713, aucun document susceptible de nous l'apprendre.

Mais une lettre de Rákóczi au Régent<sup>12</sup>, le 27 mars 1716 exprimant :

« ...la nécessité où il se trouve actuellement de vider incessamment la maison appelée l'hôtel de Transylvanie et de loger ailleurs un nombre de personnes qui ont rendu service à la cause commune : ce qu'il a résolu de faire, tant pour la convenance qu'à cause que *le jeu ci-devant établi dans ladite maison lui devient trop à charge...* »

nous permet de fixer au milieu de 1716 la cessation de ce jeu; si, bien entendu, nous admettons comme probable qu'il ne dut pas survivre au départ des Hongrois.

\*  
\*\*

Voici donc prouvé que Rákóczi, non seulement eut connaissance du jeu, mais encore l'autorisa expressément : la lettre de son propre ministre ne permet sur ce point aucune discussion.

Mais certains écrivains, jugeant comme Pontchartrain qu'il « convient peu à un Prince de recourir à un tel expédient pour faire subsister ses domestiques » lui ont reproché cette permission comme une complicité infâmante... C'est bien mal connaître à la fois la situation personnelle de Rákóczi à cette date, et les mœurs générales de l'époque.

La situation de Rákóczi ? Elle était financièrement déplorable ! Nous croyons qu'aucune étude complète n'a encore été faite de ce point particulier, et nous allons reproduire ci-dessous quelques documents d'une éloquente précision.

En quittant le sol de la Hongrie, le 18 février 1711, François II Rákóczi avait, de ce fait, renoncé à tous ses biens : cent vingt lieues carrées de domaines, comprenant des centaines de villages. Ruiné, il ne devait plus compter désormais que sur la générosité de son allié, le Roi de France. Louis XIV, qui avait déjà payé de grandes sommes pour les besoins de la guerre de Hongrie, accepta de continuer à verser des subsides au

(12) Aff. Etr. Fonds Hongrie et Transylvanie. Tome XVII. Fol. 192.

prince malheureux et aux fidèles qui le suivaient dans son exil.

Mais dans le même temps, le Trésor du royaume, épuisé par cinquante années d'un règne dispendieux, était vide. Déjà, sur les subsides de guerre, des échéances nombreuses n'avaient pas été couvertes. En juin 1711, Rákóczi, alors installé en Pologne, avait encore à recevoir 3 mois de 1708, 11 mois de 1709, 12 mois de 1710 et 10 mois de 1711, soit en tout 3 ans qui, à 50.000 livres par mois, représentaient une créance totale impayée de un million huit cent mille livres ou six cent mille écus espèces !

Un an plus tard, le 20 avril 1712, Rákóczi écrivait de Dantzic à Louis XIV :

« Je manque non seulement de fonds, mais encore de crédit, et ceux qui m'ont accompagné dans mon exil, sont réduits à un état dont la peinture toucherait certainement Votre Majesté de compassion en leur faveur. Ayant quitté à mon exemple leurs Biens et leurs Maisons, etc...

Ne permettez pas, Sire, que je sois plus longtemps dans une situation qui ne me laisse aucun moyen de les aider, et me met dans l'impossibilité de subsister moi-même. *Je ne demande à cet effet que le paiement exact des sommes que vous avez eu la bonté de me destiner*<sup>13</sup> ».

Puis quand, fin 1712, Rákóczi avait décidé de se rendre en France, le Baron de Besenval, ambassadeur de Louis XIV, lui avait promis de la part du Roi, vingt mille livres par mois. Vaines promesses... Quand, au début de 1713, le Prince, arrivé à Paris, demanda le paiement de sa pension, on lui proposa six mille livres par mois, plus la constitution d'un capital de six cent mille livres en rentes sur l'Hôtel de Ville. Assez habilement, l'abbé Brenner, simulant la candeur, écrivit à M. de Ligny<sup>14</sup> pour lui demander si ces sommes venaient s'ajouter aux vingt mille livres promises...

« Ayant rendu compte de ce que V. E. me fit l'honneur de

(13) Aff. Etr. Fonds Hongrie et Transylvanie. Tome XVI.

(14) M. de Ligny était « Conseiller du Roy en ses Conseils, Premier commis de Monsieur le Marquis de Torcy, Ministre et Secrétaire d'Etat. »

me dire, j'ay trouvé M. le Prince de Transylvanie pénétré de reconnoissance de la grâce que le Roy luy a fait de résoudre les m/600 L. sur l'hôtel de ville et les 6.000 L. par mois; mais je n'ay pas pu luy donner l'éclaircissement qu'il m'a demandé, à sçavoir si cette déclaration ne portoit aucun préjudice à celle que Sa Majesté luy fit faire l'an passé à Dantzic de luy donner m/20 L. par mois pour sa subsistance : de sorte que la manière dont je hésitois à luy répondre a donné occasion à S. A. S. de me dire qu'elle ne pouvoit aucunement se persuader que le Roy, dont elle auroit plutôt espéré quelqu'augmentation de grace, eust ordonné que ses subsides fussent diminués, et réduits à une somme qui non seulement ne suffiroit pas pour secourir la Princesse son Epouse et plusieurs hongrois qui se trouvent en Pologne aussy fidèles que misérables, mais ne luy donneroit même pas le moyen de subsister avec ceux qu'il a icy auprès de sa personne, étant par là réduit à une condition inférieure à celle d'un simple particulier qui n'auroit que le soin de sa propre personne, au lieu que S. A. S. se trouveroit en même temps dans l'impossibilité de congédier et d'abandonner des personnes de mérites qu'elle a auprès d'elle et dans celle de les faire subsister des grâces du Roy; puisqu'ayant compté sur ces subsides à raison de m/20 dont ce Prince avoit été assuré par Mr. de Pösenval, il a pris ses mesures là dessus tant par rapport à la Princesse son Epouse qu'au nombre des personnes qu'il a conservé auprès de sa personne.

Tout cecy me paroissant digne de considération, je supplie V. E. d'en informer le Roy et de m'instruire des résolutions de Sa Majesté, à la prochaine audience. Elle me feroit une grace particulière si elle vouloit m'envoyer la lettre de recommandation que Mr. d'Absak attend pour partir...<sup>15</sup>.

Le lendemain, 31 mars, Rákóczi écrivait à Besenval devenu son correspondant et son ami<sup>16</sup>.

« ...J'estois consolé ces jours passés parce que le ministre m'a fait dire que le Roy songeoit à fixer un fonds pour mes subsides et qu'il souhaitoit de sçavoir ce que je désirois. J'ai redit là dessus le dernilr passage du compliment<sup>17</sup> que j'ai

(15) Lettre écrite de Passy, le 30 mars 1713. Aff. Etr. Fonds Hongrie et Transylvanie. Tome XVII. Fol. 39.

(16) Aff. Etr. Ibid. Fol. 41.

(17) Aff. Etr. Ibid. Fol. 68.

Discours tenu au Roy en avril 1713.

« Je crois, Sire, d'avoir terminé tous mes malheurs lorsque je me vois auprès de Votre Majesté. Vos vertus royales vous ont acquis, Sire, l'admiration et la vénération de toute la terre; les bienfaits

fait au Roy mais je fus bien surpris hier que l'on mettoit pour moy un fonds de 2.000 escus sur la maison de ville et outre cela on me donneroit encore du Trésor Royal 2.000 escus par mois. Comme ce compte est bien éloigné de la déclaration que vous me fites il y a deux ans, et depuis l'on me doit encore 8 mois à raison de m/20, et tout à fait insuffisant à fournir à toutes mes dépenses, je crois que je serai obligé d'en parler moi-mesme au Roy. » Et il ajoute, désabusé : « Jugez à cette heure si mes prévisions n'estoient pas justes. »

Un mémoire nous apprend que le contrat de rentes sur l'Hôtel de Ville fut établi le 4 avril 1713<sup>18</sup> :

« Le Roy ayant décidé qu'il seroit fait un contract de rentes sur l'hôtel de ville de Paris de la somme de 600.000 L. au nom du Pce. Ragotzy, et que pour cet effet on consommeroît jusqu'à la concurrence de cette somme des ordonnances expédiées pour les subsides de ce Prince. Pour faire cette somme de 600.000 L. M. de Torcy remet à M. Desmaretz : 39 assignations sur la finance qui doit provenir des comptes des traittans et autres commis au recouvrement des affaires ordinaires suivant l'arrest du Conseil du 26 mars 1709; lesquelles assignations montent ensemble à 159.000 L. » On y joignait, pour compléter la somme, seize ordonnances au porteur échelonnées de février à novembre 1709.

#### Quant aux six mille livres sur le Trésor Royal, Rákó-

et les bontés que Votre Majesté a toujours eues pour mes ancêtres et pour moy, ont produit cette reconnoissance qui m'a attaché à vos intérêts par des liens indissolubles. Je paroïs donc devant Votre Majesté plein de zèle et de confiance; et quoy que par le cours de la guerre que j'ay commencée pour la liberté de ma patrie opprimée, et continuée sous les auspices de Votre Majesté, je ne vous ay pas rendu, Sire, autant de services que j'aurois souhaité, je n'ay été que trop récompensé par les assurances qu'il a plu à Votre Majesté de me donner par ses lettres, qu'elle n'abandonnera pas mes intérêts ni ma personne. Votre Majesté a continué ses générosités envers moy, depuis même que la force des armes m'a obligé de quitter mes Etats, aussi gracieusement que j'ay lieu d'attendre tout de sa magnanimité, dont tant de Princes et Rois même ont goûté la douceur.

Disposez de mon sort. Sire, je me remets entre les mains de Votre Majesté aussy bien que celuy de mes Etats, et de ceux qui ont suivi ma fortune. Vous connaissez la justice de ma cause; Votre Majesté voit la grandeur de notre malheur, et enfin vous savez ce qui est digne de vous : pour moy je ne pourrai jamais être ni plus heureux ni plus content que lorsque je seray redevable de tout à Votre Majesté, entre les bras de laquelle je me jette et m'abandonne entièrement. »

(16) Aff. Etr. Ibid. Fol. 43.

(18) Aff. Etr. Ibid. Fol. 43.

czy allait encore attendre trois mois leur ordonnance-ment.

A Besenval qui, sans doute, l'informait que les gentilshommes restés en Pologne, sans argent, s'agitaient, il écrivait le 10 avril :

« La manière dont vous me parlez de mettre la paix dans ma maison seroit bonne si je pouvois fixer; mais puisqu'au lieu d'augmenter on m'a retranché ces jours passés la moitié et plus de ce qu'on m'avoit promis par vostre canal, il m'est impossible de venir là... » <sup>19</sup>.

Le 27 avril, — le jour même que Pontchartrain mandait à Torcy les résolutions de Rákóczi touchant le jeu —, le Prince écrivait à Louis XIV cette lettre émouvante et digne <sup>20</sup> :

« Sire,

« Votre Majesté verroit cette lettre couverte des larmes que la triste situation de mes affaires me feroit verser, si les principes de la Religion et les divers évènements de ma vie ne m'avoient appris à adorer la Divine Providence dont les voyes sont impénétrables...

Plust à Dieu, Sire, que je fusse en état de suivre mon attachement inviolable aux intérêts de Votre Majesté sans luy estre aucunement à charge, mais je suis persuadé qu'elle ne trouvera pas mauvais que je la supplie très-humblement et très-instamment de faire agir efficacement à la paix générale en faveur des pauvres exilés pour lesquels ma conscience m'oblige de m'intéresser, et de me continuer en même temps sur des fonds assurés les subsides que M. Bosenval son Envoyé Extraordinaire m'a promis de sa part, car leur indigence et la mienne étant un puissant motif à la pitié de Votre Majesté, j'ay lieu de croire qu'elle voudra bien m'honorer d'une subsistance stable et assurée qui puisse me garantir d'une honteuse indigence et de la risée de mes ennemis, et me mettre en estat de secourir ceux qui ont été constamment attachés à la cause.

.....  
Mon intention, Sire, n'est pas de me plaindre dans cette lettre, que je prends la liberté d'écrire à Votre Majesté. Si je n'ay pas réussi dans plusieurs de mes très-humbles instances, j'en accuse le temps et la situation des affaires. Je suis pénétré de reconnaissance des grâces que Votre Majesté m'a faites mais les

(19) Aff. Etr. Ibid. Fol. 46.

(20) Aff. Etr. Ibid. Fol. 61.

difficultés insurmontables que je trouve dans le dernier projet qu'on a fait touchant ma subsistance sans faire mention de mes arrérages, les mesures que j'ay prises sur la promesse qui me fut faite à Dantsik à l'égard des subsides réduits à m/20 par mois depuis la cessation de la guerre de Hongrie, et la sureté que mon état présent m'oblige à désirer, me font prendre la liberté de Lui demander la grâce qui me puisse garantir d'un changement encore plus funeste et d'une situation tout à fait déplorable... »

Non content de ne pas lui verser la pension promise, on contesta même à Rákóczi que la promesse lui en eût été faite ! Le Prince écrivit alors, à Besenval pour lui demander une attestation écrite des assurances qu'il lui avait données. :

« Ecrivez moy, je vous en prie, une lettre en marquant le temps que vous aviez reçu les ordres de m'assurer du paiement de m/20 par mois si vous ne trouvez pas à propos de m'envoyer un extrait de vostre ordre; c'est une affaire de conséquence pour moy puisqu'on prétend que c'était pour la continuation de la guerre qu'on me les avoit promis, et on veut les réduire à m/6. ...J'ai esté obligé d'crire une lettre au Roy et de la faire présenter dans une audience particulière par mon Ministre... » <sup>21</sup>.

Le 25 mai, il écrivait encore :

« Je vous ai mandé, il me semble, dans ma précédente, que j'ai fait présenter une lettre, la plus touchante et la plus énergique que j'ai su, où j'ai déduit le passé, représenté le présent, et j'ai prié pour l'avenir; on l'a trouvée bien écrite et fort sans choquer, mais la réponse estoit positive que l'on ne m'a jamais promis ce que l'on a fait par vostre canal, qu'en espérance de recommencemens de la guerre, et n'ayant plus les mesmes envies, on croit que je m'en dois contenter de la dernière déclaration. ces changemens m'ayant fait insister sur la sûreté de ces nouvelles promesses on a répondu que le compliment n'estoit pas beau à faire au Roy et que je me dois contenter de la parole ».

Et Rákóczi terminait par cette phrase de résignation :

« On m'avoit accoutumé en mon enfance mesme de baiser les verges dont on me fouettoit; je me suis rappelé cette maxime et ce n'est que de Dieu que j'espère un heureux avenir... » <sup>22</sup>.

(21) Aff. Etr. Ibid. Fol. 65. 5 mai 1713.

(22) Aff. Etr. Ibid. Fol. 70.



Démarches et placets restèrent sans effet : la pension qui fut accordée par brevet du 22 juin 1713 s'en tint au chiffre de six mille livres par mois, et pour solde de tout compte antérieur.

« Aujourd'hui, le Roy estant à Versailles, ayant égard au zèle et à l'attachement que le Prince François Ragotzy prince de Transylvanie, et ses ancêtres ont fait paraître en toutes occasions pour le bien du service de Sa Majesté, Elle a bien voulu accorder annuellement à ce Prince la somme de *Soixante et douze mille livres*, pour ayder à sa subsistance, laquelle luy sera payée à raison de 6.000 L. le 1<sup>er</sup> de chaque mois à commencer du 1<sup>er</sup> janvier de cette présente année, par ordonnances au porteur etc... » <sup>23</sup>.

Frustré de ses arrérages impayés <sup>24</sup>, en déficit de plus des deux tiers de la somme qui lui était nécessaire : telle était la situation de Rákóczi en ce premier semestre de 1713.

Si lui-même, au témoignage de Saint-Simon, « était sans faste et savait se passer de tout », sa maison était « fort grosse » et coûteuse. En dehors même de sa suite, ceux qui avaient combattu à ses côtés, restés en Pologne ou réfugiés en France, ne cessaient de demander des secours. Le dossier « Hongrie », aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères, est plein de ces suppliques. C'est le baron de Rattky, colonel d'un régiment de husards, qui réclame sa pension de 4.620 livres... C'est le baron de Vettes qui demande aide pour apaiser les poursuites et les menaces de ses créanciers... C'est Lemaire qui sollicite dans son placet le paiement de 400 ducats, 950 écus, 1000 florins d'Allemagne...

« Hier, je fus voir le Prince Rákóczi à Chaillot », écrit Lemaire le 24 février 1713,

« il me donno 1.000 livres, et me promit que de mois en mois il me feroit toucher jusqu'à entière satisfaction ».

« En secret », nous dit Saint-Simon,  
« il donnoit beaucoup aux pauvres. »

(23) Aff. Etr. Ibid. Fol. 89.

(24) Exactement 1.099.333 livres, 6 sols, 8 deniers.

Les marchands eux-mêmes rôdaient autour du seigneur étranger, ami du Roi, et, par ses gens, s'introduisaient auprès de lui. Tel jour, c'est une marchande à la toilette que Péan amène au Prince, et celui-ci lui achète pour *neuf cent livres* de dentelles, garnitures en réseau d'Angleterre et de Malines<sup>25</sup>, peut-être pas indispensables, il faut l'avouer...

Comment les six mille livres mensuelles eussent-elles suffi à tant de charges ?

Rákóczi essaya bien de trouver ailleurs d'autres subsides; en septembre, il envoya en mission à Madrid un de ses gentilshommes, le Comte d'Abzac, le même que d'Argenson avait inculpé dans l'affaire du jeu. Appuyé par plusieurs lettres de Madame de Maintenon à la Princesse des Ursins, d'Abzac revint avec, en poche, des lettres de Phillippe V et de la Reine, et surtout un brevet de pension de 10.000 écus<sup>26</sup>. Furent-ils payés régulièrement ? Je l'ignore...

A Versailles, de son côté, Rákóczi ne cessait de demander une augmentation de sa pension. De fait, le 20 juin 1714, le Roi remplaça l'ancien brevet de 72.000 livres par un nouveau de 100.000, payables à raison de 25.000 par quartier<sup>27</sup>. Mais alors que les 6.000 livres mensuelles avaient été régulièrement payées pendant toute l'année 1713, la nouvelle pension ne fut servie que pendant les trois premiers quartiers de 1714. A la fin de juin 1715, Rákóczi n'avait pas encore touché un sol des trois dernières échéances, soit 75.000 livres !

L'amélioration tant espérée se traduisait en catastrophe.

Une fois de plus, il adressa un mémoire au Roi<sup>28</sup> :

« Le délai du payment de cette somme l'a obligé à contracter des dettes pour pouvoir subsister, et à payer un gros intérêt pour les sommes qu'il a empruntées, ce qui nnn seulement en a fort dérangé les affaires, mais l'a mis même dans un état à ne pouvoir plus subsister faute de crédit si par un prompt payment il ne satisfait les créanciers les plus pressés ».

(25) Arch. Nat. Ibid.

(26) Recueil Bossange, Tome 2.

(27) Aff. Etr. Ibid.

(28) Aff. Etr. Ibid. Fôl. 169.

Quand, en 1717, Rákóczi quittera la France, des milliers de livres lui seront encore dues...

Quoi d'étonnant que dans une pareille extrémité le Prince ait laissé recourir à des expédients, la suite qu'il ne pouvait plus nourrir ?

\*  
\*\*

Et cependant, si désespérée que fût sa situation, sans doute n'eut-il jamais autorisé le jeu, si, au même moment, la France entière ne lui eût offert, du haut en bas, l'image d'un immense tripot.

Depuis que l'Italien Mazarin, lui-même joueur plus que suspect, avait introduit le jeu à la Cour de France, en 1648, la redoutable contagion avait envahi le pays tout entier.

Longtemps, le jeu resta limité à la Cour : on eut le Jeu du Roi, le Jeu de la Reine...

« La Reine », écrit la Palatine, « aimait extraordinairement le jeu ». « On a joué un très gros jeu au hocca à Saint-Cloud », lit-on ailleurs<sup>29</sup>. « Mme de Montespan y a fait une perte considérable, dit-on, de plus de 50.000 écus. Le Roi l'a trouvée très mauvais, et s'en est fort fâché contre elle... »

A la faveur de ces jeux, s'infiltraient parmi les Princes des éléments douteux, ce que Regnard, dans son « *Joueur* », appelait

Un marquis de hasard fait par le lansquenet,  
Qui gagne au jeu beaucoup, et qui, dit-on, jadis  
Était valet, de chambre avant d'être marquis.

« Voici ce que j'ai vu un jour à Versailles, dans l'appartement de Madame la Duchesse de Berry »,

notera plus tard dans son journal de voyage J. C. Neimetz, conseiller du Prince de Waldeck<sup>30</sup> :

« Tandis que tous les princes et princesses de sang royal, ainsi que d'autres illustres courtisans, tous assis à une grande table ronde, jouaient à l'hombre devant un lit de parade sur lequel la duchesse était couchée, j'ai vu des gens de médiocre

(29) Lettres Historiques et anecdotiques, 4 mai 1682. Bibliothèque Nationale. Mss. F° 10.625.

(30) Loc. Cit.

condition, debout derrière tous ces nobles personnages, jeter à leur tour des louis d'or sur la table. Mais combien d'exemples n'a-t-on pas de gens qui, en dépit de leur basse extraction, se sont introduits par le jeu auprès des princes et des grands seigneurs, et ont ainsi fait leur fortune ! ».

Telle promiscuité n'allait pas sans périls : on trichait souvent à la Cour. Il est vrai que maint grand seigneur ne dédaignait pas d'aider parfois un peu la chance : « Il en coûtait plus cher d'être soupçonné de jansénisme que d'être convaincu de filer la carte ou de piper le dé »<sup>31</sup>. Et certains Princes du sang eux-mêmes...

« Le Duc de Bourgogne »,

note Saint-Simon,

« aimait le jeu où il ne pouvait supporter d'être vaincu, et où le danger avec lui était extrême »...

Ces dérèglements princiers allèrent si loin, que plus tard, un édit de 1723 sera obligé de dire en toutes lettres : « Défense à toute personne de quelque qualité, dignité et condition qu'elle soit de tenir aucune académie ou assemblée de jeu, dans quelques hôtels ou *maisons royales* que ce puisse être... »

Tel maître, tel valet : de la Cour, le jeu passa à la Ville. Chez les grands d'abord ; on joua chez le Duc d'Orléans, la Comtesse de Poitiers, la Maréchale d'Estrades, le Duc de Ventadour.

« Ici, en France » écrit la Palatine, « aussitôt qu'on est réuni, on ne fait que jouer au lansquenet ; les jeunes gens ne veulent plus danser... On joue ici des sommes effrayantes, et les joueurs sont comme des insensés. L'un hurle, l'autre frappe si fort la table de son poing que toute la salle en retentit ; le troisième blasphème d'une façon qui fait dresser les cheveux : tous paraissent hors d'eux-mêmes et son effrayants à voir. »

Aimable tableau !

D'aucuns même en vécurent :

« Le Prince d'Harcourt, grand escroc avec effronterie, se

(31) M. DE LESCURE. Préface à l'édition de *Manon Lescaut*, par QUANTIN, p. 26.

fixa à Lyon avec un jeu pour soutenir sa dépense et vivre aux dépens des dupes, des sots et des fils de gros marchands qu'il attirait dans ces filets. Quant à la princesse sa femme »,

ajoute Saint-Simon,

« sa hardiesse à voler au jeu était inconcevable... ».

Tout simplement.

« Vous passez les jours et les nuits à jouer votre bien et celui des pauvres »,  
clame Bossuet <sup>32</sup>.

Primi Visconti estime qu'« il y a à Paris plus de *vingt mille gentilshommes* qui n'ont pas un sou et qui subsistent pourtant par le jeu et les femmes... ».

Car, de simple passe-temps, le jeu était devenu une industrie <sup>33</sup> : passé de la Cour aux grands, il tombait maintenant dans la canaille.

Les « Académies » étaient nées, où des particuliers donnaient à jouer moyennant un prélèvement sur les enjeux; des pots à feu accrochés aux portes signalaient le lieu aux passants; parfois même des lampions éclairaient toute la facade du logis. On distribuait par la ville et dans les cafés nombre de billets d'invitation. De multiples précautions protégeaient les salons contre les descentes inopinées de police : gens postés en différents endroits avec des sifflets, sonnettes d'alarme...

Les neuf dixième de ces académies étaient d'affreux coupe-gorges; des faux et cartes préparées attendaient l'imprudent qui s'y aventurerait. Regnard écrivait

Un bois plein de voleurs est un plus sûr passage,  
Dans ces lieux, jour et nuit, ce n'est que brigandage.  
Il faut opter des deux, être dupe ou fripon.

Contre pareil désordre, le Roi multipliait les édits. « Sa Majesté » écrit Pontchartrain à la Reynie, « veut, plus que jamais, empêcher les jeux publics, et il n'y aura *aucune personne* ni lieux qui en soient exceptés ».

(32) Sermon sur la possibilité d'accomplir les commandements, 1660.

(33) « Un enfant de famille, et qu'on veut bien instruire,  
Devrait savoir jouer avant que savoir lire. »

(Regnard, Le Joueur).

Belle résolution. Mais dans le même temps que d'une main Louis XIV agite ses foudres, de l'autre il en protège certains privilégiés... « *Il faut commencer par ceux qui méritent le moins de considération* » ose écrire Pontchartrain à d'Argenson, et plus loin : « *Le Roi veut bien tolérer, en quelque manière, le jeu de Mme de Finarcon, par rapport à Mme la Duchesse d'Albe, comme celui des femmes de qualité...* » Quelle condamnation d'un régime que de telles lignes !

De leur côté, nous dit Nemeitz, les ambassadeurs et princes étrangers avaient permission de jouer <sup>34</sup>. Si Rákóczi aura maille à partir avec la police pour le jeu de Transylvanie, c'est « qu'estant icy *incognito*, il n'est point censé avoir de caractère pour l'autoriser ».

Tandis qu'on ménage les gens de « qualité », on s'acharne sur le menu fretin. Selon la pittoresque expression de d'Argenson lui-même, « *on grêle sur le persil...* ». Mais le spectacle de scandaleuses impunités encourage les délinquants, rend vains les efforts de la police.

\*  
\*\*

Telle est donc la situation en ces dernières années du règne de Louis XIV : le Roi joue, la noblesse joue, le peuple joue. Moutt en vivent. Et la Régence, agioteuse et frivole, ne fera qu'accroître cette fureur.

Comment, dès lors, Rákóczi eût-il pu concevoir, lui le soldat habitué à la rude vie des camps, où les cartes sont le seul passe-temps entre deux batailles, que ce qu'il voyait pratiquer à la Cour et à la Ville fût chose si défendue ?

Voilà pourquoi, quand d'Argenson, Pontchartrain, Torcy, le menacent des foudres royales, il répond tout uniment qu'il entend « soutenir » le jeu de ses officiers.

D'ailleurs, disons-le aussi à sa décharge, le jeu qu'il entend permettre, c'est un jeu « *sans désordre ni scan-*

(34) Tolérance et non privilège, si l'on s'en rapporte à une lettre du Comte de Pontchartrain à d'Argenson, le 12 mai 1706. « Le Roy a fait parler aux ministres étrangers, chez lesquels on joue à la bassette et au pharaon et ils ont promis de s'en abstenir. »

*dale* ». Il tenait sa maison, nous dit Saint-Simon, « pour les mœurs, la dépense et l'exactitude du paiement, *dans la dernière règle* ». « Sa maison étoit *très-réglée* » dit-il encore. Et si le jeu de Transylvanie devint le tripot à voleurs que nous savons, c'est que parmi ses officiers, un peu coureurs d'aventures, il y eut sans doute quelques éléments troubles. L'abbé Brenner lui-même, prodigue en protestations de loyalisme et d'honnêteté, finira ses jours à la Bastille pour avoir volé son maître...

\*  
\*\*

Le jeu, — nous espérons que cette étude l'aura *définitivement* prouvé, — ne fut donc toléré par Rákóczi que comme un moyen désespéré de faire vivre les gens dont il avait la charge : il ne l'eût, certes, jamais permis s'il eût été payé des sommes qui lui étaient dues. Et n'oublions pas que ce moyen, qui nous étonne aujourd'hui par son immoralité, les plus grands du royaume ne se faisaient pas scrupule, alors, d'y avoir recours.

Le Roi lui-même le comprit bien, le Roi, mauvais payeur et joueur, qui faisait le premier ce qu'il prétendait défendre aux autres : non seulement il fit cesser les poursuites contre le jeu de Transylvanie, mais il donna autorisation tacite à Rákóczi, dont il savait l'absolue probité personnelle.

Que Rákóczi, honnête homme, droit et pieux, n'ait tiré aucun profit du jeu de ses officiers, nous ne ferons pas à sa mémoire l'injure d'en discuter un seul instant : si l'on en croit une de ses lettres au Régent, en 1716, ce jeu finit même par lui être à charge.

Seul, peut-être, de son temps, il ne jouait pas, et sa retraite solitaire aux Camaldules, dans la prière et l'humilité, fut presque celle d'un saint.

\*  
\*\*

Les Hongrois peuvent vénérer en François II Rákóczi leur héros national : il a les mains nettes !

ÉMILE PILLIAS.